

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Discours

[Gouverneur](#)

Vœux du Gouverneur de la Banque de France

Les intervenants

François Villeroy de Galhau intervention

François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France

4 Janvier 2022

François Villeroy de Galhau intervention

Discours de François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Président de l'ACPR.

Le 4 janvier 2022

[Vœux du Gouverneur à la Place](#)

Je veux d'abord vous présenter tous mes vœux, ceux de la Banque de France et de l'ACPR, à vous qui êtes nos partenaires dans le travail quotidien : élus, professionnels de la place financière, entrepreneurs, associations et acteurs des médias. Que malgré cette épreuve Covid qui dure trop longtemps, malgré toutes les incertitudes de 2022, cette année soit pour vous et pour les vôtres aussi heureuse que possible, et féconde pour vos projets.

Mon premier vœu est évidemment que nous vainquions enfin la pandémie, y compris pour sortir de la pression de l'urgence, et retrouver les choix de fond pour l'Europe et notre pays, dans le temps long. **Les 20 ans de l'euro**, que nous célébrons ces jours-ci, nous y invitent.

L'euro est sans doute le succès le plus concret de l'intégration européenne, c'est « l'Europe dans la poche du citoyen », au service des 340 millions d'Européens qui l'utilisent à travers 19 pays. L'euro bénéficie d'ailleurs d'un soutien populaire sans précédent : 74 % des Français et 78 % des Européens y sont aujourd'hui favorables.

La condition de cette confiance, c'est la stabilité des prix, dont l'Eurosystème (la BCE et les 19 banques centrales nationales) a la responsabilité. Et cette mission première, nous l'avons menée à bien. En France, le taux d'inflation a été divisé de plus de moitié : 1,4 % par an en moyenne entre 2002 et 2021, contre 3,4 % entre 1982 et 2001. Ce n'est pas seulement une statistique, c'est une réalité très concrète, mesurable par quelques exemples.

Le prix d'un kilo de pain était de 2,7 € en décembre 2001 et de 3,6 € en novembre 2021, soit une augmentation annuelle de 1,4 %. Le prix des pâtes a augmenté beaucoup moins vite avec une augmentation moyenne de 0.1 % par an. **L'euro a donc contribué à bien protéger le pouvoir d'achat des Français**, qui a augmenté de 25 % sur les vingt dernières années. La « bosse d'inflation » temporaire que nous connaissons

depuis quelques mois, liée à un rebond économique sans précédent, ne change pas ce constat, j'y reviendrai.

Un euro maintenant tourné vers l'avenir, ce sont de nouveaux billets après 2024, avec un nouveau graphisme, et encore plus sûrs - on ne compte désormais plus que 17 faux par million de billets, l'euro est une des monnaies les mieux sécurisées du monde. Ce peut être aussi un euro numérique. La phase d'investigation pour un « euro numérique de détail » a été ouverte le 1er octobre dernier, pour une durée de deux ans. L'objectif serait de mettre à disposition une sorte de « billet numérique », qui combinerait la sécurité des billets émis par la Banque centrale, avec la facilité d'usage et l'innovation des moyens de paiement dématérialisés. La BCE et la Banque de France travaillent sur tous les défis associés, et nous avons en outre déjà mené à Paris neuf expérimentations sur une monnaie numérique « interbancaire ». Elles vont se poursuivre en 2022, axées sur l'amélioration des paiements transfrontières.

Car l'euro est aussi un succès mondial: aucun continent avant nous n'avait réussi à créer et installer ainsi une nouvelle monnaie. L'euro a ici un enjeu politique, pour asseoir la souveraineté européenne – comme le dollar pour les États-Unis. Notre monnaie a démontré son rôle dans la protection des économies européennes contre les turbulences du Covid, et a préservé des conditions de financement favorables pour tous les acteurs économiques, ménages, PME et entreprises, et États.

Mais pour que le trimaran de l'euro soit pleinement opérationnel, sa coque centrale – la BCE et la politique monétaire unique – doit être complétée de deux flotteurs. Un flotteur public doté d'une capacité budgétaire commune permanente (ce qui ne signifie pas qu'il faille un budget annuel supplémentaire), pour mieux faire face aux chocs macroéconomiques. Et un flotteur privé pour favoriser une meilleure allocation du capital dans la zone euro. Celle-ci dispose d'une épargne abondante : l'excédent d'épargne domestique par rapport à l'investissement dépasse structurellement les 300 milliards d'euros. Il faut impérativement davantage les orienter vers le financement des deux grandes transformations de la décennie à venir : les transformations écologique et numérique.

Sur la conjoncture, à l'écoute de plus de 8000 entreprises, notre prochaine enquête mensuelle sera publiée ce mardi 11 janvier, et fournira une première appréciation des effets de la cinquième vague. Nous restons confiants qu'ils seront relativement limités: nous avons appris depuis deux ans que chaque vague sanitaire, aussi sérieuse soit-elle, avait des effets économiques décroissants. Dans nos prévisions de décembre, nous avons montré que même un scénario défavorable de nouvelles restrictions sanitaires sévères –que nous n'avons pas aujourd'hui- n'empêcherait pas l'économie française de retrouver d'ici l'an prochain la trajectoire de PIB qu'elle aurait eue en l'absence de crise Covid. Ces restrictions éventuelles diminueraient certes la moyenne de croissance 2022, mais ceci serait entièrement compensé par un supplément de croissance en 2023.

L'autre question à court terme est bien sûr celle de l'inflation : elle est aujourd'hui proche de son pic dans notre pays (décembre montrant un début de stabilisation) et dans la zone euro. Tout en y étant très attentifs, nous pensons que les difficultés d'approvisionnement et les tensions sur l'énergie devraient progressivement décroître au long de l'année. Nous reviendrions ensuite non pas vers la trop faible inflation passée, mais vers un nouveau régime d'inflation proche de notre cible de 2 %, avec donc une politique monétaire se normalisant par étapes en conséquence.

Je termine par les chantiers structurels, qui j'espère pourront avancer cette année : **les pompiers efficaces de la crise doivent progressivement passer le relais aux architectes**. Je le souhaite pour la France, autour de nos deux grands défis économiques de moyen terme : l'insuffisance de la croissance potentielle, liée à l'insuffisance de compétences et de travail disponibles pour les entreprises ; l'excès de notre dette publique et de nos dépenses courantes. Renforcer notre architecture aussi en Europe : nous devons cette année finaliser la réglementation des acteurs traditionnels (banques avec Bâle 3, assurances avec Solvabilité 2), mais tout autant réguler les activités nouvelles : cryptoactifs et finance décentralisée. La Banque de France et l'ACPR y contribueront activement dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne. Celle-ci aura vraiment bien servi l'euro, en ses 20 ans, si en outre elle avance sur deux impératifs encore inachevés,

l'Union bancaire et l'Union des marchés de capitaux. Ils conditionnent en effet la meilleure mobilisation de l'épargne européenne, dont j'ai parlé pour financer la transformation verte et la transformation numérique.

Oui, bonne année 2022 à l'Europe, à notre cher pays et surtout à chacun de vous !